



Inégalités, poussées identitaires, harcèlement... L'uniforme peut-il vraiment "sauver" l'école ?

Le Rassemblement national veut présenter le 12 janvier à l'Assemblée une proposition de loi pour rendre obligatoire une « tenue d'établissement » dans les écoles et les collèges publics. Un serpent de mer longtemps réclamé par la droite pour renforcer le sentiment d'appartenance nationale, lutter contre les inégalités et les atteintes à la laïcité. Outil efficace ou mesure cosmétique ? C'est un sujet qui ne manque jamais de charrier son lot de querelles enflammées et de controverses médiatiques. À l'instar des méthodes d'apprentissage de la lecture ou de l'enseignement du latin, la tenue vestimentaire des élèves constitue l'un des débats éducatifs les plus clivants. Un totem à propos duquel politiques et commentateurs adorent s'écharper pendant des heures sur les plateaux de télé ou à coups de tweets. Blanquer en son temps s'y était cassé les dents, invoquant une abstraite « façon républicaine » de se rendre à l'école, en pleine polémique sur l'interdiction dans certains établissements des minijupes ou des crop tops, ces hauts dévoilant le nombril. Lors de la rentrée 2022, dans un autre registre, ce sont les abayas ces longues robes couvrantes moyen-orientales, qui ont poussé Pap Ndiaye à émettre une circulaire pour aider les chefs d'établissement à déterminer leur caractère ostensiblement religieux ou non.

À LIRE AUSSI : Uniforme à l'école : le RN dégoupille, le gouvernement se divise

Afin de mettre un terme à ces interminables conflits, le Rassemblement national veut aller plus loin. Fort de ses nouvelles troupes parlementaires, le parti va tenter de ressusciter un serpent de mer, longtemps prôné par la droite, jamais adopté : l'uniforme pour tous. À l'Assemblée, le groupe de Marine Le Pen a inscrit à l'agenda de sa niche parlementaire du 12 janvier une proposition de loi visant à rendre obligatoire le port d'une tenue « aux couleurs de l'établissement » dans les écoles et les collèges publics. Une façon pour le rapporteur de ce texte, le député RN Roger Chudeau, de « réduire les bisbilles entre élèves en raison des marqueurs sociaux que sont les vêtements » et de « mettre fin à la guérilla sur les abayas »

À LIRE AUSSI : "Pour préserver nos enfants des influences religieuses, réhabilitons le port de l'uniforme"

Si la proposition de loi a peu de chances d'être adoptée, sondage après sondage, l'idée rencontre un certain écho chez les Français, à l'heure où l'école est rongée par de profondes inégalités et d'intenses poussées identitaires. En septembre 2020, selon un sondage BVA, 63 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à cette mesure. Que ce soit pour tendre vers plus d'égalité, lutter contre le harcèlement scolaire, s'en prendre à la fast fashion améliorer la cohésion des élèves, résister aux coups de boutoir islamistes à l'école ou tout simplement faciliter la vie des enseignants, les promoteurs de l'uniforme ne manquent pas d'arguments. Comme un antidote aux maux de l'époque, une (rare) source de commun dans une société atomisée. Si la pratique est minoritaire – les établissements pouvant, par le biais des règlements intérieurs, donner des consignes vestimentaires –, l'uniforme est très courant dans l'enseignement public en outre-mer, obligatoire dans les lycées militaires et résiduel dans quelques dizaines de collèges privés en métropole. Alors qu'il est largement porté chez nos voisins britanniques, l'idée de sa généralisation en France en séduit quelques-uns au sein même de la majorité présidentielle.

À LIRE AUSSI : Uniforme, notes, autorité... Ces poncifs auxquels vous n'échapperez



pas à la rentrée

Pour autant, l'uniforme n'a, contrairement aux idées reçues, jamais été obligatoire à l'échelle nationale. Si les enfants portaient des blouses, la plupart du temps pour protéger leurs vêtements, « l'obligation de porter des uniformes n'a jamais existé dans les écoles communales » pointe l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. Si un uniforme a effectivement été porté au XIX^e siècle dans les lycées, créés par Bonaparte, l'obligation ne concernait que les internes. « C'était l'époque où il y avait seulement une trentaine de lycées » précise l'historien. Bien loin de la masse des élèves qui seraient concernés à l'heure actuelle par une généralisation. Celle-ci ne manquerait pas de soulever aussitôt de nombreuses questions pratiques : les uniformes seraient-ils à la charge financière des familles ou de l'école ? En faudrait-il une version pour chaque saison ? Qui les fabriquerait ? Si le choix était fait d'opter pour des tenues d'établissement, plutôt que pour un même uniforme à l'échelle nationale, n'est-ce pas, comme le dénoncent les Insoumis, persévérer un peu plus dans une logique de concurrence entre établissements ? Et puis, adeptes de la distinction sociale ou prosélytes religieux ne trouveront-ils pas toujours des moyens de contourner l'interdit, par le biais d'accessoires de mode, chaussures ou attitudes ?

Pour quel résultat ?

« Certains pensent que c'est la solution miracle à tous les problèmes regrette à titre personnel Laurent Zameczkowski, président de la Peep, fédération de parents d'élèves. C'est simpliste et ça ne doit pas occulter les problèmes de fond. » Facile à inscrire dans un programme présidentiel, idéal pour des politiques soucieux de renforcer leur image volontariste, l'uniforme ne saurait à lui seul résoudre la crise de l'école républicaine. « C'est un vœu pieux de se dire que, en imposant des uniformes, on va régler les inégalités abonde Cyril, professeur de physique-chimie en Lot-et-Garonne interrogé par Marianne Je préférerais qu'on parle des problèmes de classes surchargées et des inégalités dues au contournement de la carte scolaire par les plus riches. » Une étude , dirigée par un chercheur de l'université d'État de l'Ohio, a d'ailleurs conclu récemment que l'uniforme, en vigueur dans certaines écoles élémentaires américaines, n'aurait pas d'effet réellement significatif sur le comportement ou l'assiduité de leurs élèves. « Il ne faut pas considérer que ça réglerait tout » admet un membre du gouvernement, pourtant favorable à l'uniforme. Y penser donc, mais pas en rêver.

* « School uniforms and student behavior : is there a link ? », dirigé par Arya Ansari, avec Michael Shepard et Michael A. Gottfried, Early Childhood Research Quarterly volume 58, 2022, pages 278-286.

